



PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20 - 00484

PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME

Direction Départementale de la Protection des Populations
Service Interministériel de Défense et Protection Civiles
Direction Départementale des Territoires
Service Eau Environnement Forêt

ARRÊTÉ

**interdisant temporairement le brûlage de végétaux sur pied dit « écobuage »
dans le département du Puy-de-Dôme**

**La Préfète du Puy-de-Dôme
Chevalier de l'Ordre national du mérite**

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.220-1 et suivants relatifs à la préservation de la qualité de l'air,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2215-1, L.2215-3, L.2224-14,

VU le Code Forestier et notamment le titre III du Livre I relatif à la défense et à la lutte contre les feux de forêt (articles L132-1 à 136-1 et R132-1 à 134-6),

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1311-1, L.1311-2, L.3131-1,

VU le Code Pénal,

VU la loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°2017-567 du 19 avril 2017 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 21 novembre 2018 portant nomination de Madame Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC en qualité de préfète du Puy-de-Dôme,

VU le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, et notamment l'article 7,

VU l'arrêté n° 12/01328 du 2 juillet 2012 réglementant les feux de plein air pour le département du Puy-de-Dôme,

CONSIDÉRANT l'arrêté n° 12/01328 du 2 juillet 2012 qui réglemente, notamment, la pratique de l'écobuage en l'autorisant sous conditions et avec une période d'interdiction entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre,

CONSIDÉRANT que les opérations de brûlage de végétaux sur pied représentent des risques avérés de départs d'incendies qui nécessitent l'intervention de personnels du SDIS, voire de personnels de police ou de gendarmerie,

CONSIDÉRANT les 14 incendies constatés depuis le 27 mars 2020 dans le département du Puy-de-dôme, consécutifs au brûlage non maîtrisé de déchets verts et à la pratique de l'écobuage,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, compte-tenu du contexte sanitaire actuel lié à la propagation du virus COVID-19 et des mesures de confinement prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, de renforcer les mesures relatives à la pratique de l'écobuage dans le département et d'éviter ainsi de solliciter les services de secours et les forces de l'ordre pour des interventions liées à des incendies,

SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations et du Directeur Départemental des Territoires du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

Article 1

Les types de feux prévus à l'article 1 de l'arrêté n° 12/01328 du 2 juillet 2012 à savoir, le brûlage de déchets végétaux agricoles ou assimilés, l'écobuage et l'incinération ou le brûlage dans le cadre de la gestion forestière sont interdits pendant la période d'urgence sanitaire définie par le décret du 23 mars 2020 susvisé.

Article 2

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois suivant sa publication :

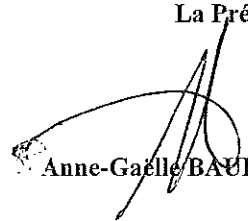
- soit d'un recours administratif gracieux auprès de la Préfète du Puy-de-Dôme ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, l'absence de réponse de la part de l'administration pendant deux mois faisant naître une décision implicite de rejet,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.
La juridiction peut également être saisie via l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Article 3

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture, M. le Sous-Préfet, Directeur de cabinet, Mme et MM. les Sous-Préfets d'arrondissement, Mmes et MM. les Maires du département, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Directeur Départemental de la Protection des Populations, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie, M. le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le **07 AVR. 2020**

La Préfète,


Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC